

Réflexions sur le lien entre emploi et formation

Alors qu'à notre congrès de 2006, nous nous concentrons en grande partie sur les conditions d'accès à la formation initiale, il nous faut désormais analyser le lien entre formation et monde du travail.

1. Révolution informationnelle : quelles conséquences sur nos formations ?

Aujourd'hui le coût d'un produit dépend plus du coût des connaissances nécessaires à sa conception plutôt que du coût de sa fabrication par elle-même. Ce qui fait le prix d'un CD-Rom, par exemple, c'est le coût de conception du logiciel qu'il contient plutôt que du disque en lui-même. De plus si je donne un stylo, après la transaction, je n'ai plus de stylo. Mais si je donne une connaissance, je ne la perds pas pour autant. Ainsi, une même recherche, un même savoir peuvent être utilisés dans le monde entier. En coopérant, la production de la recherche peut être partagée et, de fait, le coût des produits réduit. C'est cette révolution informationnelle qui nous conduit à concevoir le mode de coopération entre les chercheurs, entre pays dans tous les domaines du savoir, comme un enjeu central pour le progrès humain. Le capitalisme, lui, a dû s'adapter et a fait du savoir une marchandise, en brevetant les découvertes ou en faisant payer le soutien scolaire. Ainsi, il inhibe tout développement de la créativité et tout partage des savoirs qui ne seraient pas soumis au marché.

a. **Plus formé, plus précaire, moins rémunéré**

Cette révolution informationnelle pose une autre difficulté aux capitalistes, celle de savoir comment mieux former leurs employés pour répondre aux enjeux des nouvelles technologies sans élever le niveau de rémunération.

Leur stratégie, face à cela, est d'abord l'individualisation des qualifications. La droite a et continue de développer la mise en concurrence des territoires poussant au développement de diplôme par établissement. Au travers du LMD, de la réforme des lycées,... la droite va plus loin. Pour mieux tuer le principe « à qualification égale rémunération égale » jusqu'ici reconnu comme droit dans les conventions collectives, elle tente désormais la mise en concurrence des individus entre eux, en individualisant les qualifications au sein d'une même formation d'un même diplôme.

Avec la LMD, par exemple, on ne sort plus de la fac avec des diplômes mais avec des crédits qui diffèrent d'un étudiant à l'autre selon ses choix.

Nous sommes donc bien face à une reconfiguration du salariat capitaliste : mieux formés mais toujours exploités. Pour cela, il ne faut pas que la formation soit reconnue comme qualification. Il faut dissocier les deux pour économiser sur les salaires.

Ce formatage de la jeunesse dès la formation initiale, pour toujours plus de profit, trouve également une expression forte au moment charnière de la sortie des études. Ainsi à la fin de celles-ci, un jeune connaît un sas de précarité de 11 ans en moyenne avant d'aboutir à un emploi stable. Poussant à accepter n'importe quel boulot à n'importe quel prix, ce sas de précarité ou « sas de docilité » a pour but de tuer toutes formes de rébellion, avant d'entrée de façon durable dans l'entreprise. On montre qu'un CDI ce n'est pas un droit ça se mérite. Loin du respect de l'individu, le système en place a pour but d'humilier chacun d'entre nous pour anéantir toutes résistances.

b. Plus formé moins citoyen

Malgré cette individualisation des qualifications et « ce sas de docilité », le système capitaliste reste confronté à une contradiction : comment augmenter le niveau de formation et ne pas donner les clés de l'analyse de la société et du développement de l'esprit critique ? Face à cet enjeu, la droite a développé le concept de modularisation. Ça s'est d'abord traduit par la mise en place de formations plus spécifiques aux postes de travail dans l'entreprise. Puis par la logique des crédits de la réforme LMD dans l'enseignement supérieur et enfin par celle du livret de compétences dans l'enseignement primaire et secondaire. Cette modularisation consiste à diviser les savoirs en savoirs parcellaires, sans cohérence entre eux, par le biais de l'acquisition de « compétences ». Cette division des contenus des formations en compétences utilisable immédiatement a pour but d'augmenter la productivité, l'efficacité du salarié sur des points précis mais sans lui permettre d'augmenter globalement son niveau de connaissance (et donc son salaire) ni de se forger un esprit critique. La mise en cohérence de l'ensemble des compétences et des informations repose donc uniquement sur l'élève ou sa famille, et laisse la porte ouverte à la reproduction des inégalités sociales malgré la démocratisation scolaire.

Nous sommes donc face à une stratégie assez cohérente : développement des scolarités et renouvellement de la sélection sociale, pour fabriquer des exploitables avec des niveaux de formation plus élevés. Ainsi la contradiction dans laquelle est pris le système scolaire (transmettre à tous mais pas complètement) se trouve perpétuée mais aussi renouvelée car déplacée à un niveau de formation supérieur.

c. Méritocratie : l'arbre qui cache la forêt des inégalités sociales

Pour cacher cette contradiction, les capitalistes mettent en place une autre individualisation qui s'appuie sur l'égalité des chances. Le principe de base est « si tu

veux tu peux » auquel il faut ajouter « si tu prouves que tu veux vraiment par ton mérite, on t'aidera (bourse, carnet d'adresse,...) ». Le corollaire de tout ceci est « si tu échoue c'est uniquement de ta faute puisque la sélection est basée sur le mérite individuel ». Elle nie ainsi l'existence même des inégalités sociales et évite toute remise en cause du système : chacun a le droit d'être sur la même ligne de départ, mais le jeu est truqué puisque tout le monde n'a pas les mêmes chaussures de courses. Ainsi le critère visible de sélection n'est plus l'appartenance à telle ou telle classe sociale mais la capacité et la volonté de chacun à réussir. Ces stratégies de la droite se déclinent à une vitesse accrue dans la formation initiale ces dernières années.

d. Des réformes au service de ces enjeux

Depuis la loi Fillon de 2005 et son socle commun minimal (lire, écrire, compter, cliquer), la droite a tenté d'aller plus loin dans le désengagement de l'Etat tant sur les moyens que sur les contenus. Avec la réforme Darcos, repoussée par la mobilisation lycéenne, la volonté d'autonomie et de mise en concurrence des établissements était franche, l'Etat affectant les moyens selon les performances. La mise en concurrence des individus par la modularisation l'était tout autant. Aujourd'hui la réforme des lycées est beaucoup plus insidieuse. Elle se veut plus consensuelle sans pour autant nier son projet pour ne pas, dans un contexte de crise, heurter les jeunes, seule force capable ses dernières années de mettre le gouvernement en échec. C'est d'ailleurs pourquoi Sarkozy a repris nos mots, nos ambitions pour les dévoyer lors de la présentation des grandes lignes de cette réforme : orientation choisie, accès à la culture, reconnaissance de l'engagement, fin de la hiérarchisation des filières...Mais la logique des compétences, de l'égalité des chances est toujours présente.

2. Un service public pour la réussite de tous : quel contenu ? quelle ambition ?

Depuis longtemps nous affirmons notre volonté d'un véritable service public de l'éducation nationale, il nous faut désormais le définir. Pour ce faire, la commission savoir éducation a travaillé sur 4 axes de réflexions qui peuvent se décliner en propositions immédiates : le droit à la citoyenneté, le droit à une formation de qualité, le droit de choisir son parcours de vie, le droit d'étudier dans de bonnes conditions. Cependant il demeure des questions transversales à ces 4 axes.

Savoir commun et/ou spécialisation : quelle finalité de l'école ?

La question de la finalité de l'école en est une. Elle est soulevé par la notion de tronc commun qui nous pousse à réfléchir son contenu pour permettre à chacun, quelque soit sa filière, de devenir citoyen et acteur dans la société aujourd'hui et demain. Nous nous accordons pour affirmer que l'ECJS, revu et corrigé, doit avoir sa place

dans toutes les filières, mais quelle place faisons nous à la culture, à l'histoire, à l'économie,... quelle autres matières paraissent pertinentes dans un socle commun d'ambition, pour permettre à chacun de développer son esprit critique, de se construire son opinion propre ? Il est important de réfléchir ce tronc commun en lien avec la hiérarchisation des filières que nous dénonçons. Nous devons aussi nous interroger sur les formes de transmissions de ces savoirs. Ces derniers mois, la droite impose avec force et violence une école qui fonctionnera selon la bonne vieille méthode de la carotte et la matraque promettant ainsi une cagnotte pour les plus assidus et la baisse des allocations familiales pour le reste, Le but : détourner nos regards de la question de fond du décrochage, de la motivation des élèves, et de comment les rendre acteurs de leur formation. Ou encore avec la répartition par groupe de compétence pour l'apprentissage des langues, c'est à chacun son niveau. Pour lutter contre ces visions ultra méritocratique, utilitariste et individualiste de l'école, il nous faut réinterroger le suivi, les méthodes d'enseignements,... et prôner la coopération entre élèves, pour répondre aux besoins de chacun tout en augmentant le niveau collectif. La seconde question transversale qui nous est posée est la place de la professionnalisation et de la spécialisation dans l'école que nous voulons. Aujourd'hui, au travers de la réforme Chatel, la droite met en place une voie intermédiaire entre filière unique et hyper spécialisation avec la mise en place d'un tronc commun à toutes les filières générales en première et une plus grande spécialisation en terminale. Celle-ci trouve ses limites : seuls les LGT et seuls certains savoirs sont concernés et la visée pose également problème (liée à la révolution informationnelle et en lien avec le monde du travail). Comment allier un socle commun d'ambition et être au plus près du projet de vie (professionnel et émancipateur) de chacun ?

Quand répondre aux ambitions rime avec orientation

Aujourd'hui de nombreux jeunes n'ont jamais vu un conseiller d'orientation. Les « bons élèves » choisissent leur filière non pas en fonction de leur aspiration mais en fonction de la réputation de celle-ci. Faute de place ou d'un « niveau » jugé insuffisant, les autres, de plus en plus nombreux, sont orientés par échec. Depuis un peu plus d'un an, en plus du « droit à la réussite de tous » notre organisation revendique le « droit à l'erreur » parce qu'on a aussi le droit de changer d'avis et de se réorienter. Dans sa dernière réforme, la droite a revendiqué du « droit à l'erreur » mais en le détournant pour le reposer en termes de limitation des redoublements avec comme finalité d'évacuer les élèves en difficulté vers une trajectoire « descendante » passant d'une filière à l'autre faisant fi de leur « dé hiérarchisation ». Pour nous le « droit à l'erreur » s'est aussi celui de se planter, de recommencer. Mais comment imaginer des passerelles entre toutes les filières et toutes les voies sans pour autant créer des trajectoires ascendantes et descendantes ? Cela passe-t-il par un tronc commun d'ambition pour toutes les voies ? Par la filière unique ? Par des

classes d'adaptation ? Les missions spécifiques liées au suivi des élèves en difficulté ou au conseil d'orientation sont de plus en plus attribuées à des personnels dont ce n'est pas la tâche et qui n'ont pas été formés pour ça. Par exemple, le suivi personnel pour construire son orientation peut être assumée par les professeurs ou les CPE. En plus de cela, la diminution du nombre de fonctionnaires dans l'éducation nationale fait qu'ils doivent suivre un nombre d'élèves de plus en plus important. Ainsi la question des moyens ne recouvre pas seulement le nombre de poste ou du taux d'encadrement mais aussi la question de quelles missions pour qui et avec quelles formations et donc la question des conditions de transmission du savoir ? La droite développe une individualisation ayant pour but une concurrence toujours accrue en faisant reposer toujours plus l'orientation sur les épaules de l'élève ou de sa famille. Comment développer un suivi individualiser qui réponde aux besoins de chacun mais sans pour autant individualiser le contenu commun des formations ?